

Quand le PIR rejoint les "Black blocs"... à Saint-Denis



Les 4, 5 et 6 mai se tenait à la Bourse du Travail de Saint-Denis une réunion indigéniste et islamiste, organisée notamment par le PIR (Parti des Indigènes de la République), dont "Saint Denis Ma Ville" a rendu compte par ailleurs¹.

Une intervention, le dimanche 6 mai, retient particulièrement l'attention. Nous avons pu nous procurer le verbatim de l'enregistrement de l'intégralité de cette intervention qui a duré une trentaine de minutes (voir le lien pour ce document en fin d'article).

En voici une présentation des extraits les plus significatifs sur la **nouvelle orientation du PIR** qui fait un constat d'échec de sa stratégie d'infiltration des organisations de gauche pour se réorienter vers une alliance avec les groupes violents des "Black blocs".

Intervention de Stella MAGLIANI-BELKACEM (Bandung du Nord – Bourse du travail de Saint-Denis – 6 mai 2018)

En préalable, l'oratrice précise l'élaboration de la doctrine qui va désormais orienter le PIR et ses soutiens :

"Ce papier, il n'est pas de moi, pas complètement de moi d'abord parce qu'il a un co-auteur, Félix Boggio Ewanjé-Epée qui a travaillé autant que moi {applauds} (...) mais il est aussi le fruit d'une élaboration militante et bien évidemment d'abord celle du PIR de Houria Bouteldja et de Sadri Khiari, et je suis contente que Houria l'ait évoqué, mais également d'une élaboration militante" (...)

Puis pour marquer les esprits, l'oratrice salue la présence d'Antonin Bernanos, qui a été mis en examen puis jugé coupable et emprisonné dans l'affaire de la voiture de police brûlée sur le quai Valmy en 2016 et précise

"puisqu'il est des nôtres... de nos martyrs emprisonnés" car "on est nombreux à concevoir que c'est en prison que vit aujourd'hui ce qui fait peut-être le noyau le plus conscient politiquement de notre indigénat au sens large" (...)

Le sujet central de cette intervention peut être alors abordé :

"pourquoi on parle toujours de la question des alliances tout en clamant notre autonomie, c'est que les luttes de l'immigration et des quartiers populaires ont face à elle un solide

¹ <https://www.saintdenismaville.com/5842-2/>

adversaire. Bon, vous l'appellez comme vous voulez : pouvoir blanc, racisme d'État, racisme structurel, racisme systémique. Quoi qu'il en soit, toutes ces expressions suggèrent qu'une chose, c'est que l'ennemi est puissant." (...)

"Par ailleurs, il se trouve que la gauche, pour une part, a partagé certains de nos combats au sein de son histoire. La lutte des décolonisations, (???), la solidarité avec la résistance palestinienne, etc. Et nous savons d'expérience, hélas, que cette convergence n'est jamais acquise, qu'elle est d'une grande fragilité."

La crainte d'une "récupération" doit être dépassée car :

"quand la gauche reprend nos revendications, nos slogans, quand elle se joint à nos mots d'ordre, c'est que nous avons gagné des batailles"

Et par exemple :

"Quand Sud-Education se fait attaquer par le ministre de tutelle à cause du concept de racisme d'État, il est évident que nos thématiques ont indéniablement progressé. Donc on en revient à ce que je disais tout à l'heure. A mesure que notre autonomie s'affermi, on peut supposer que nous sommes à même de gagner une hégémonie sur une partie des classes populaires et sur une grande partie des organisations qui les représentent. Cette hégémonie, c'est l'idée que nous faisons de la politique en tant que force autonome."(...)

"Nous avons gagné en expérience en ce domaine, et on a pris des habitudes militantes, voire une routine militante. On a des partenaires privilégiés et il faut que plusieurs secteurs ici pourront le dire, avec certains le NPA, d'autres avec Ensemble, les deux, le PCF, les syndicats solidaires"

Mais la situation politique est devenue moins favorable à cette entreprise d'infiltration par le PIR des organisations de gauche, car :

"face à cette grosse machine qu'est la France Insoumise, plus personne, ni dans nos rangs, ni à l'extrême-gauche, ni dans les secteurs associatifs, plus personne n'a le loisir de chercher des relais, des échos, des partenariats."

Et du côté de l'extrême-gauche :

"il y a beaucoup de camarades NPA qu'on apprécie mais votre parti est affaibli par ses propres dissensions internes et l'hémorragie militante qui en découle".

De plus :

"il faut avouer que nos liens avec les syndicats sont faibles." (...) "Pourtant le syndicat, le syndicalisme, est sans doute l'un des premiers espaces de politisation en nombre des indigènes. On peut le voir aujourd'hui dans les cortèges de cheminots, chez Solidaires pour

la CGT par exemple, et on peut le voir au sujet des pistes pour avancer, mais c'est un point à retenir, un lien plus fort avec les syndicats est peut-être l'étape à franchir aujourd'hui pour l'antiracisme politique."

Ceci dit :

"Le pôle d'insoumis n'est pas seulement social-chauvin, le pôle insoumis n'est pas seulement islamophobe, il est aussi hors de portée parce que les militants de base [proches du PIR] qui se réclament de la France insoumise, autant vous le dire, n'ont aucun poids en interne."

Et on en vient à la proposition centrale pour l'orientation du PIR et de ses soutiens :

"Donc face à cette crise, il faut quand même, et c'est mon dernier point, noter un élément nouveau dans notre équation. Dans le cadre de cette catégorie de propositions, un troisième secteur a vu le jour et s'est affirmé publiquement depuis 2016 et les mobilisations contre la loi travail. Ce sont ceux que depuis le 1^{er} mai, notamment, on stigmatise à tout va dans les médias, les casseurs, les blacks blocs, les autonomes. (16 59) C'est un secteur avec lequel nous avons pour l'heure, peu de liens. Même si nombre de ses participants sont des sympathisants de l'antiracisme politique."

"Pour résumer ce que représente ce courant, du point de vue de nos luttes à nous, c'est qu'il s'agit d'une option d'affrontement radical avec l'Etat. Quelles que soient les pratiques du cortège de tête, son attitude est offensive. Oui, il y a des blacks blocs qui cassent comme le montrent les liens, oui. Mais d'abord et avant tout, le black bloc constitue un répertoire de techniques pour se défendre de la police et de l'extrême-droite."

"Ces modes d'action sont donc choisis par les nôtres mais seulement dans des situations assez exceptionnelles. Essentiellement la nuit, les nuits d'émeutes, loin des caméras, et des manifestations sous les projecteurs médiatiques. Néanmoins, on ne peut pas séparer de façon étanche les cortèges autonomes d'un côté et nos luttes de l'autre."

L'avantage des "black blocs" est aussi de bousculer les organisations de gauche :

"En fait il faut avouer qu'une partie de la gauche radicale s'est installée dans une routine contestataire sans vraiment remettre en cause le pouvoir d'Etat."

Il y a un opportunisme qui consiste à ne pas vouloir effrayer le citoyen, blanc, qui fait confiance à la police. A mon sens, c'est un opportunisme similaire qui explique nombre de manquements (?) de la gauche à l'égard des violences policières ou de la Palestine. Il ne faut pas brusquer ceux qui sont attachés à l'Etat impérialiste français. C'est donc une bonne chose qu'une partie de la gauche, à travers ce mouvement-là, soit un mouvement pugnace, et qui s'installe dans le paysage radical. C'est important de voir s'installer une hostilité de principe et une incivilité aussi qui est pratiquée envers les institutions."

Et une thématique permettant l'alliance avec ces groupes violents est alors défendue par l'oratrice :

"Les autonomes pourraient s'avérer des partenaires cruciaux si nous voulions, par exemple, on ouvre ce forum là-dessus, par exemple, mener des campagnes contre la prison. D'abord, certains de leurs militants ont subi des incarcérations, ce qui est un point commun avec les nôtres, dont aucun autre courant de la gauche ne peut se réclamer. Aucune autre frange de la gauche ne connaît la prison comme le connaissent les autonomes."

Mais il y a la nécessité – toujours la volonté d'hégémonie du PIR – de bien s'entendre avec les "Black blocs" :

"Comme nos autres partenariats avec la gauche, il nous faudra aussi confronter les autonomes à leurs propres limites. Nombre d'entre eux par exemple sont attachés à l'idée que tous les incarcérés sont des prisonniers de la guerre sociale, qu'on ne peut pas distinguer les militants et les autres en prison. Et de notre point de vue, c'est un peu compliqué cette affaire. Parce qu'ils minimisent complètement le dilemme qui se joue pour nous, un dilemme qui se joue en termes de dignité. Leurs militants, eux, ils tombent pour violence en réunion dans le cadre d'actions politiques. Les nôtres, il faut le dire, dans nos familles, notre sang, les nôtres tombent à cause de leur quotidien difficile, (...), à cause de la lutte contre la drogue, dans nos familles, nos milieux, on n'en parle pas facilement, et on en a honte. Cette honte est légitime, mais dépasser cette honte, ça ne pourra se faire que collectivement. Cette honte, on ne peut pas la minimiser, sous prétexte qu'on serait tous pareils, que toute incarcération est illégitime. Il faut qu'on fasse prendre conscience que la prison résulte désormais de la condition qui nous est faite en tant qu'indigène, en France et dans le reste du monde."

Et, en conclusion, au-delà de cette thématique de la prison, il faut envisager une alliance plus large avec les "Black blocs" :

"Pour adapter nos tactiques, il faut tirer profit de ce que la nouvelle gauche engage comme opposition à l'État. Il faut encourager ce qui chez les autonomes, tient bon sur la Palestine, contre l'impérialisme. Parce que de la mélucherie à la totoserie, aujourd'hui il y a une mutation en cours, c'est celle de l'anti-impérialisme. Chez les autonomes, il faut repérer ceux chez qui cette question est essentielle et nous appuyer sur ces secteurs-là."

► Verbatim de l'enregistrement de l'intégralité de cette intervention [à télécharger ici](#).

